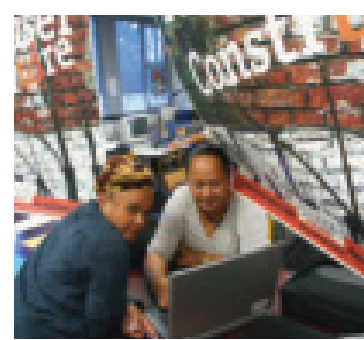


Manifeste

L'éducation pour agir

PROJET ASSOCIATIF 2011-2015



Les CEMÉA affichent des ambitions militantes

Pour construire une société plus juste, plus solidaire, plus égalitaire, dans une perspective éducatrice et émancipatrice

Dès 1971, les CEMÉA, mouvement d'éducation, affirment qu'ils ont nécessairement une action sur l'évolution de la société et qu'ils veulent participer à sa transformation. Ils situent leur action dans un courant de pensée de gauche sans aucune référence à une appartenance partisane. En 2010, ils condamnent les choix politiques actuels qui aggravent les inégalités et détruisent le vivre ensemble. Ils s'engagent dans la construction d'une alternative sociétale.

À l'occasion de leurs congrès successifs, les Ceméa actualisent leurs propositions dans un projet associatif national et les déclinent par territoire, en métropole et en Outre-Mer.

Les CEMÉA expriment ici des exigences politiques, sur lesquelles ils fondent leur projet associatif et leurs actions. Ces références servent de base solide et constante, à la fois aux positions publiques qu'ils sont amenés à exprimer, et aux partenariats qu'ils construisent.

POUVOIRS PUBLICS/société civile : pour une coopération renforcée

L'éducation, la culture, la santé et le social doivent résister aux logiques de marchandisation et de mise en concurrence. L'activité de ces champs doit se construire sur une continuité garantissant les innovations.

Les CEMÉA affirment le besoin d'un État structurant, initiateur de politiques nationales, garant d'une égalité territoriale et favorisant les initiatives locales. Les CEMÉA considèrent primordial le rôle des collectivités territoriales, au service des publics. Celles-ci, avec les services déconcentrés de l'État et l'ensemble des acteurs ayant des missions de service public, dont les CEMÉA, doivent mobiliser des réseaux multiples, inscrits dans des pratiques coopératives et alternatives.

Ils inscrivent leurs actions dans des missions de services publics locaux, territoriaux, nationaux et européens. Ils revendiquent la place des associations d'éducation populaire comme co-constructeurs des politiques publiques.

ÉCONOMIE SOCIALE et service public, l'alternative au tout libéral

Les CEMÉA, par leurs actions, construisent un espace de production de savoirs et de services, qui s'inscrit dans le champ de l'économie sociale et solidaire. Ils affirment la primauté de l'humain sur le profit et l'existence de biens communs inaliénables.

Ils travaillent à la mise en œuvre de ces choix, dans les relations avec leurs partenaires et au sein de leur propre organisation. Ils défendent un modèle économique de développement démocratique, où chacun participe aux choix.

Les CEMÉA revendiquent que les secteurs d'intérêt général n'obéissent pas aux règles de la concurrence.

Ils exigent la reconnaissance, la valorisation et la promotion de l'engagement des bénévoles et volontaires dans l'espace public.

LA LAÏCITÉ

au cœur du pacte républicain

La laïcité est un des principes fondamentaux de notre société, un facteur essentiel d'unité. Elle est aujourd'hui remise en cause directement par ceux mêmes qui ont mission de la garantir.

Les CEMÉA exigent de l'Etat et de l'ensemble des pouvoirs publics de respecter et de faire appliquer pleinement les principes qui fondent la laïcité : la liberté de conscience, la séparation des églises et de l'Etat, le libre exercice de tous les cultes et de l'athéisme, le respect des droits humains et de la diversité culturelle.

Cela nécessite de combattre les fondamentalismes, prosélytismes et replis communautaires et de lutter par tous les moyens contre les conditionnements et les aliénations de l'industrie de la communication et des marchés.

Les CEMÉA, pour leur part, continueront d'agir pour créer les conditions de l'acquisition de l'esprit critique et du développement du vivre ensemble.

La PROMOTION SOCIALE par l'éducation populaire

Dans leurs pratiques de formation et d'accompagnement, les CEMÉA font référence à l'éducation nouvelle et à l'éducation populaire, qui au travers de la dialectique individu/groupe, contribue à la construction du lien social.

Face aux différentes réformes en cours et à venir, aux risques d'instrumentalisation, ils réaffirment la primauté du social et des solidarités sur la marchandisation du monde, et celle de l'éducation et de la prévention sur la répression.

Les CEMÉA affirment la nécessité du caractère émancipateur et promotionnel des formations et des accompagnements qu'ils conduisent. Ils réfutent l'idée de les réduire à la seule nécessité immédiate d'insertion et d'employabilité.

JEUNESSE, l'urgence d'une véritable politique publique

Les CEMÉA affirment que la jeunesse est un atout pour la société. Ils refusent toute stigmatisation et morcellement de la jeunesse qui tendrait à opposer les jeunes entre eux, et les jeunes aux autres acteurs de la société.

L'état de la jeunesse est symptomatique de l'état de notre société. Ce sont les adultes qui ont la responsabilité collective de l'accueil et de l'accompagnement de tous les jeunes.

Les CEMÉA revendiquent une réelle politique publique en faveur de la jeunesse qui prenne en compte toutes les composantes de la construction et de l'insertion de l'individu dans la société. Les CEMÉA continueront à agir et à expérimenter des pratiques innovantes pour et avec les jeunes, dans la vie associative, l'accompagnement et la conduite de projets, afin de construire et faire société avec toutes les jeunesses.

MÉDIAS, éducation critique et engagement citoyen

Les médias sont au cœur d'enjeux démocratiques et culturels concernant tous les individus, enfants, jeunes, adultes. C'est un enjeu majeur d'éducation.

Les CEMÉA revendiquent une formation systématique aux médias, des enfants, des jeunes, des adultes et de tous les acteurs éducatifs.

Ils réaffirment la volonté d'accessibilité et la dimension de bien public des contenus et supports médiatiques et défendent l'existence d'un service public indépendant pour tous les médias.

Les CEMÉA défendent un projet éducatif émancipateur qui favorise les démarches d'expressions citoyennes et qui combat toutes pratiques des médias faisant des enfants et des personnes des « cœurs de cibles ».



Pour la RÉUSSITE SCOLAIRE de tous

Pour les CEMÉA, l'éducation est globale. Il s'agit d'éduquer et d'enseigner. L'école doit être un lieu de réussite de tous et d'apprentissage des valeurs d'égalité et de coopération.

Les CEMÉA réaffirment le rôle central de l'école publique laïque et revendiquent l'importance du partenariat entre les enseignants, les parents, les acteurs éducatifs territoriaux, les mouvements pédagogiques et d'éducation.

L'école est un vecteur essentiel d'accès aux compétences, aux savoirs, à la compréhension de la société et à l'émancipation.

Les CEMÉA militent en faveur des pratiques pédagogiques centrées sur l'élève, favorisant tous les parcours différenciés, dans le cadre de la scolarité obligatoire, et en référence aux principes de l'éducation nouvelle.

Les CEMÉA revendiquent une véritable formation initiale et continue des enseignants, à laquelle ils souhaitent participer, et un accompagnement des familles.

Pour des TEMPS LIBÉRÉS émancipateurs

Pour les CEMÉA, les temps libérés sont aujourd'hui l'un des enjeux majeurs de la société. Les inégalités devant les loisirs et les vacances posent la question de la cohésion de la société.

Militant pour la reconnaissance du sens éducatif des temps libérés, les CEMÉA revendiquent le droit effectif aux vacances, aux loisirs et au départ pour tous.

C'est aux côtés des organisateurs de séjours, des collectivités territoriales, en démontrant par la pratique la pertinence des propositions de l'éducation nouvelle que les CEMÉA expérimentent, construisent et vérifient de nouvelles situations éducatives adaptées aux besoins de la société.

Les CEMÉA revendiquent que l'offre de formation volontaire, construite sur des logiques d'émancipation et d'autonomisation des personnes, soit prise en compte comme l'un des leviers de l'engagement des jeunes.

Sans CULTURE, il n'y a pas d'éducation

Les CEMÉA affirment que l'accès aux formes et productions artistiques, à la création et à la culture, est un droit fondamental qui contribue à la formation du citoyen. Ce droit est en cela un garant pour la démocratie. La culture ne saurait se limiter à la culture labellisée par l'État ni à celle impulsée par l'économie de marché.

Se cultiver est un droit qui nécessite des apprentissages, et une accessibilité pour tous les citoyens aux biens et espaces culturels ou artistiques.

Les CEMÉA revendiquent la nécessité d'une éducation artistique et culturelle pour chacun, qui ne vise pas à « mieux consommer » mais plutôt à donner des clés de compréhension et des leviers pour agir sur son environnement.

Cette éducation doit nécessairement être abordée avec une dimension politique, notamment pour les jeunes adultes, dans une démarche d'éducation populaire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE l'impératif de l'éducatif

Les CEMÉA, mouvement d'éducation nouvelle, condamnent le modèle de développement actuel de société, à vocation volontairement économique, centré sur le profit, et la consommation outrancière, dans la mesure où il menace les droits fondamentaux des êtres humains et les milieux naturels.

Ils inscrivent leur action dans la perspective d'un développement au service des peuples, dans la dignité, en référence à des valeurs de respect, de solidarité et d'humanisme.

Les CEMÉA revendiquent un projet de développement qui assure une approche globale des réalités complexes du monde, qu'elles soient sociales, culturelles, économiques ou environnementales. Pour ce faire, ils actionnent les leviers de l'éducation relative à l'environnement et de l'éducation à la consommation, pour renforcer les liens entre le respect de l'individu, les principes démocratiques et la préservation de l'environnement.

La MOBILITÉ pour construire apprentissages et solidarités

La mobilité favorise l'apprentissage et l'acquisition de compétences sociales, l'exercice de solidarités collectives, l'expérience du rapport à l'autre et au monde. Cela peut se vivre dans son quartier, dans sa ville, dans son pays, autant que dans l'Europe et dans le monde.

Les CEMÉA affirment le droit à une mobilité émancipatrice, pour construire une Europe ouverte sur le monde, par l'éducation interculturelle et les échanges entre citoyens.

Ils revendiquent que la mobilité trouve place dans tout parcours éducatif et de formation.

Ils militent pour la reconnaissance des associations d'éducation populaire dans cette dynamique.

Les CEMÉA revendiquent que les politiques publiques réduisent les obstacles financiers, juridiques et culturels afin de faciliter une mobilité choisie.